



# Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières

HSM | Mars 2022  
Analyse frontalière  
Niger-Burkina Faso

## Contexte général & méthodologie

Depuis le début de la crise sécuritaire au Mali en 2012, la zone frontalière entre le Burkina Faso, le Mali et le Niger est caractérisée par un climat d'insécurité du fait de la présence de groupes armés, de la montée de la criminalité et des tensions intercommunautaires. L'accès aux populations affectées est limité dans certaines localités en raison de la situation sécuritaire, du mauvais état des infrastructures et des conditions géographiques difficiles. Afin de pallier le manque d'information sur ces localités, REACH, en collaboration avec les clusters et les groupes de travail humanitaires, a mis en place un suivi bimestriel de la situation humanitaire dans les départements situés dans la zone frontalière<sup>1</sup>. Ce suivi a pour objectif de donner un aperçu de la sévérité relative des besoins multisectoriels entre les zones géographiques et de leur évolution. Un engagement renouvelé des conflits dans la zone frontalière entre Niger et Burkina Faso depuis 2018 a permis aux groupes armés non étatiques (GANEs) d'élargir leur champ d'action, et de s'emparer de ressources importantes pour affirmer leur influence dans la zone<sup>2</sup>. Le contexte sécuritaire actuel a fortement fragilisé les populations locales et provoqué des mouvements de populations importants dans les régions frontalières nigériennes et burkinabè. Pour le mois de mars 2022, la région de Tillabéri accueillait 99 873 personnes déplacées internes (PDI)<sup>3</sup>, alors que dans la région Est et Sahel du Burkina Faso étaient enregistré respectivement 162 699 et 568 598 PDI<sup>4</sup>.

La méthodologie employée pour ce suivi est celle dite de "zone de connaissance". Cette méthodologie a pour objectif de collecter, d'analyser et de partager des informations actualisées concernant les besoins humanitaires multisectoriels dans l'ensemble de la région, y compris dans les zones difficilement accessibles. Afin de faciliter l'analyse, les départements d'intérêt (admin 2) pour la recherche sont regroupés en quatre zones. Les départements sélectionnés pour cette étude sont définis selon deux critères. Ils sont tous frontaliers et sont identifiés comme en crise sur le plan humanitaire. Au Niger, les départements appartiennent à la région de Tillabéri et sont regroupés en deux zones : Bankilaré, Téra, Gothéye (zone N1), et Say et Torodi (N2). Au Burkina Faso, les départements sont également regroupés en deux zones : Oudalan, Seno et Yagha de la région de Sahel (zone BF1) et Komandjari, Tapoa, Gourma de la région d'Est (zone BF2). Ces aires géographiques représentent des espaces migratoires transnationaux aux multiples points de passages formels et informels. Au total, 475 informateurs clés (IC) ont été consultés et 357 localités ont été évaluées dans les deux pays<sup>5</sup>. Ces IC ont été sélectionnés en fonction de leur connaissance récente (datant de moins d'un mois) et détaillée des localités. Les données ont été agrégées par localité. L'unité d'analyse est la localité, et les résultats sont à lire en «% de localités». Les informations sont rapportées lorsqu'au moins 5 % des localités de l'unité administrative 2 (département) ont été évaluées. Les résultats présentés ci-dessous doivent être considérés comme indicatifs.

## Résultats clés

% de localités évaluées où les IC ont rapporté :

L'arrivée de populations déplacées internes (PDI) au cours des 30 derniers jours

La présence de PDI au cours des 30 derniers jours

Un accès insuffisant à la nourriture pour la majorité de la population

Une perturbation des moyens de subsistance habituels

Des contraintes d'accès à distance de marche<sup>6</sup> aux services de santé

Un accès insuffisant à l'eau pour la majorité de la population

Des conditions de vie non adéquates pour la majorité des PDI<sup>7</sup>

Des contraintes d'accès aux services éducatifs à distance de marche<sup>6</sup>

Un sentiment d'insécurité pour la majorité de la population

Des contraintes d'accès à des informations quant à l'aide humanitaire

### NIGER

### BURKINA FASO

N1

N2

BF1

BF2

1%

0%

12%

16%

5%

5%

80%

43%

93%

86%

52%

38%

49%

53%

17%

30%

2%

2%

6%

10%

53%

25%

73%

43%

100%

33%

25%

78%

54%

38%

79%

80%

82%

50%

84%

72%

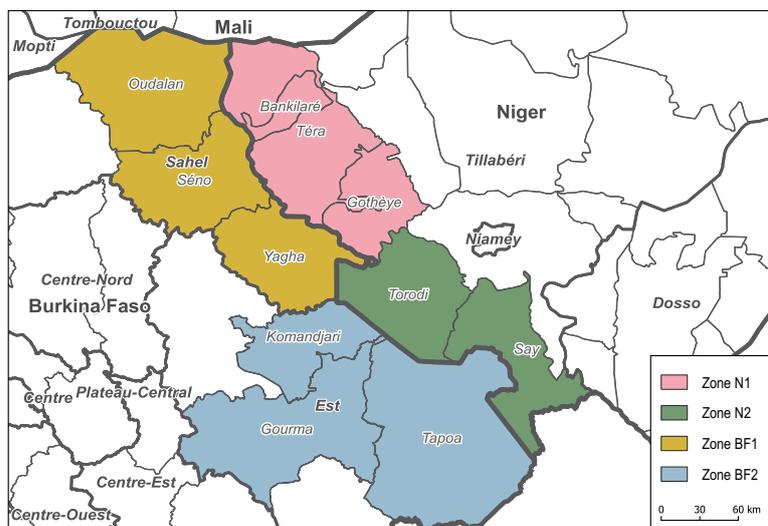
31%

8%

42%

53%

## Communes enquêtées par zone



Au cours de 30 jours qui précèdent la collecte, un mouvement important de population a été enregistré par les IC, dans les zones burkinabè (BF2 (36%) et BF1 (15%)) et le département de Téra au Niger (25%). Selon les IC, la présence de PDI est attestée plus largement dans les zones burkinabè (80% des localités évaluées en BF1, 43% en BF2) que dans les zones nigériennes (5% dans la zone N1 et 5% à N2). Toutes les localités dans les communes d'Oursin, Tinakokk (département de Oudalan), Mansila, Sebba Titabe (département de Yagha), Bani Falagountou, Sampelga et Seytenga (département de Seno) - tous faisant partie de la zone BF1- accueillait des PDI parmi la population selon les IC. Si la présence de réfugiés, selon les IC, a été enregistrée exclusivement sur le côté nigérien de la frontière (5% des localités évaluées en N1, 1% en N2), la présence de réfugié n'a pas été mentionnée dans les zones burkinabè. Au moment de l'enquête, dans la région de Tillabéri, aucune politique de retour des déplacés dans leurs lieux d'origine n'a été mise en place par les autorités. Concernant les retournés au Burkina, la présence des retournés a été attesté par les IC de 23% des localités évaluées dans la zone BF2 et 9% dans la zone BF1. Les IC ont rapporté la présence de PDI suite à des cas de violence perpétrés par les GANEs dans 100% des localité dans la zone N2, 88% dans la BF2, 82% dans la BF1 et 60% dans la N1. Dans les zones N1, BF1 et BF2, l'autre raison principale mentionnée par les IC était le déplacement préventif à cause du contexte sécuritaire, respectivement dans 20%, 17%, et 10% des localités évaluées.

1. REACH. Termes de référence. Suivi humanitaire multisectoriel (HSM) dans la zone frontalière entre le Niger, le Mali et le Burkina Faso, janvier 2020.

2. ACLED. Sahel 2021: Communal Wars, Broken Ceasefires, and Shifting Frontlines, juin 2021

3. UNHCR, Niger Population of Concern, mars 2022

4. UNHCR, Tableau de bord générale sur l'enregistrement des PDI au Burkina Faso, novembre 2021

5. Les entretiens avec les informateurs clés ont été réalisés en présentiel.

6. La définition de « distance de marche » est laissée à la discrétion des IC.

7. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont signalé la présence de ces groupes de population dans la localité au cours des 30 jours précédant la collecte des données.

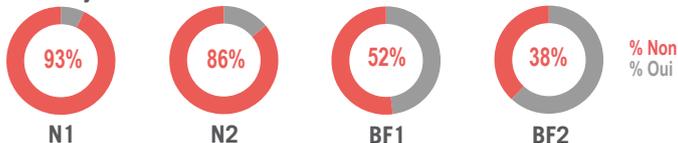


# Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières

**HSM | Mars 2022**  
Analyse frontalière  
Niger-Burkina Faso

## Sécurité alimentaire

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majeure partie de la population avait accès à suffisamment de nourriture au cours des 30 derniers jours :



% de localités évaluées où les IC ont rapporté la présence de marchés fonctionnels à une distance de marche au cours des 30 derniers jours :



Selon les IC au cours de mois de mars 2022, le pourcentage de localités où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture était particulièrement élevé dans les zones nigériennes (N1 (93%) et N2 (86%)). Tous les départements évalués dans l'ensemble des zones N1 et N2 avait 79% ou plus de leurs localités où la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment de nourriture. Selon les IC, les principaux facteurs contribuant au problème d'accès à la nourriture sont l'augmentation des prix (BF2 (89%), BF1 (86%), N1 (65%), N2 (45%)), et l'épuisement de réserve alimentaire pour la population (BF1 (76%), BF2 (68%), N1 (65%), N2 (45%)). Ces deux facteurs sont similaires dans les deux zones frontalières au Niger et au Burkina Faso. En effet, dans les deux pays, les prix moyens des denrées alimentaires au cours de mars 2022 affichent des hausses significatives comparativement à la même période de l'année passée et à la moyenne quinquennale<sup>8,9</sup>. Avec l'exception de la zone BF2, dans les 3 zones restantes (BF1 (90%), N1 (72%), et N2 (71%)) l'achat au marché était rapporté par les IC comme la source de nourriture principale pour la majorité de la population. Ainsi l'augmentation des prix des biens essentiels à un impact direct sur le pouvoir d'achat des ménages et leurs capacités à répondre à leurs besoins alimentaires.

## Santé & nutrition

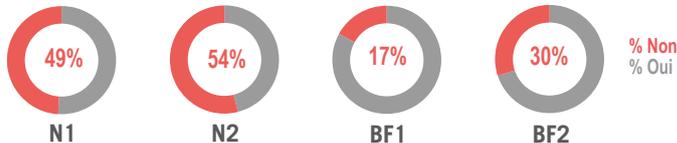
% de localités évaluées dans lesquelles la majeure partie de la population avait accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche<sup>10</sup> :



Dans une grande majorité des localités évaluées (94%) des quatre zones étudiées, selon les IC, la majorité de la population avait accès à des services de santé fonctionnels à distance de marche au cours des 30 jours précédant la collecte de données. En outre, si la majorité des localités évaluées semblent avoir des services de santé fonctionnels à proximité, la situation diffère concernant les dispositifs d'urgence pour la prise en charge des patients en situation critique ou urgente. En effet, dans presque la moitié (49%) des localités évaluées de l'ensemble des zones (BF1 (56%), BF2 (49%), N1 (48%), N2 (45%)) les IC ont rapporté l'absence d'un dispositif d'urgence dans leur localité. Toutefois, toujours selon les IC, la présence de programmes médicaux nutritionnels pour faire face aux besoins de la population a été mentionnée dans une grande partie des localités des 4 zones évaluées (N1 (99%), BF1 (95%), BF2 (92%), et N2 (88%)).

## Moyens de subsistance

% de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à ses moyens de subsistance habituels au cours des 30 derniers jours :

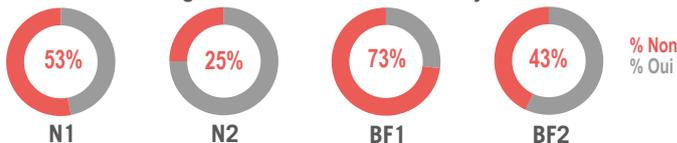


Top 3 des activités de subsistance les plus perturbées au cours des 30 derniers jours selon les IC<sup>11</sup>:

	N1	N2	BF1	BF2
Elevage de bétail	43%	51%	100%	85%
Travail journalier	45%	51%	21%	38%
Vente au marché/Commerce	13%	17%	79%	62%

## Eau, hygiène, assainissement (EHA)

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à suffisamment d'eau pour couvrir les besoins des ménages au cours des 30 derniers jours :



% de localités évaluées par principale méthode de lavage des mains de la majorité de la population au cours des 30 derniers jours :

	Savon	Cendre	Sable	Eau	Autre
N1	9%	0%	2%	83%	5%
N2	5%	0%	3%	91%	2%
BF1	16%	1%	3%	74%	5%
BF2	9%	5%	1%	81%	4%

Selon les IC enquêtés, dans la majorité des localités évaluées des zones voisines BF1 (73%) et N1 (53%), la majorité de la population n'avait pas accès à suffisamment d'eau pour combler les besoins du ménage au cours des 30 jours précédant la collecte. Sur cet indicateur, les départements avec les plus hautes proportions de localités évaluées n'ayant pas eu accès à des sources d'eau étaient Oudalan (78%) et Yagha (66%) dans la zone BF1, et Bankilaré (64%) et Téra (63%) dans la zone N1. De plus, les IC de 11% des localités évaluées dans l'ensemble des zones ont rapporté des problèmes avec la qualité de l'eau à disposition pour la population (eau trouble, mauvaise odeur et goût désagréable). Selon les IC, le type de source d'eau majoritairement utilisé par la population dans les zones du Burkina Faso et Niger était le forage avec pompe à motricité humaine (PMH) (71% des localités évaluées). Les sources d'eau non améliorées (puits non protégés (11%) et eaux de surface (7%)) étaient utilisées par la majorité de la population de 18% des localités évaluées dans la zone N1. Dans les départements de Téra et Gotheye au Niger, le recours aux eaux de surface comme la source d'eau principale était dans respectivement 9% et 7% dans toutes les localités évaluées. Concernant l'utilisation de latrines, si dans les localités des zones N2 (78%), N1 (73%) et BF2 (64%), la majorité de la population pratiquait la défécation à l'air libre, l'utilisation de latrines (partagées, privées et publiques) semblait être plus consistante dans la zone BF1 (52%), selon les IC interrogés.

8. Few's Net, Les prix des denrées alimentaires sont proches des niveaux records, Mars 2022

9. Few's Net, L'approvisionnement des marchés locaux en denrées de base devient de plus en plus un défi, Mars 2022

10. Pourcentage calculé parmi les localités où les IC ont rapporté que la majorité de la population n'avait pas accès à des services

de santé fonctionnels.

11. Pour la question les IC pouvaient sélectionner plusieurs réponses.

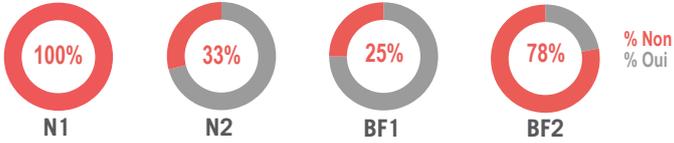


# Évaluation de la situation humanitaire dans la zone des Trois Frontières

**HSM I Mars 2022**  
Analyse frontalière  
Niger-Burkina Faso

## Abri & Articles non alimentaires

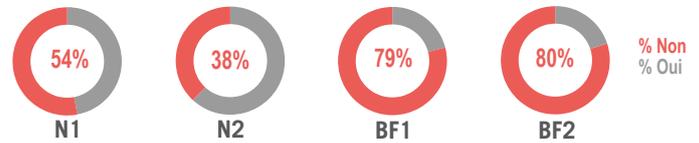
% de localités évaluées où la majorité des PDI ne vivait pas dans des conditions adéquates de logement au cours des 30 derniers jours<sup>12,13</sup> :



Pour les localités où la présence de PDI est attestée, dans la majorité des localités évaluées dans les zones N1 (100%) et BF2 (78%), les IC ont indiqué que la majorité des PDI vivait dans des conditions inadéquates<sup>13</sup>. Les principaux facteurs contribuant aux conditions de logement inadéquates des PDI varient selon la zone évaluée. Ainsi, le manque d'espace fermé qui garantit l'intimité a été cité comme principal vecteur des conditions de vie inappropriées dans les zones BF1 (88%) et N1 (80%) alors que c'est le risque d'éviction dans la BF2 (31%) et la présence d'abris non sécurisés dans la N2 (100%). En termes de type d'habitat, la présence d'abris d'urgence<sup>14</sup>, de transition<sup>15</sup> et de fortune<sup>16</sup> a été relevée exclusivement dans la zone BF2 selon les IC de respectivement 12%, 9% et 9% des localités évaluées.

## Éducation

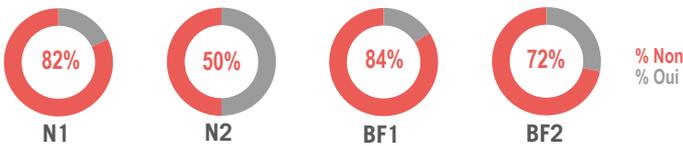
Proportion de localités évaluées où les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à des services éducatifs fonctionnels à distance de marche au cours des 30 derniers jours<sup>5</sup> :



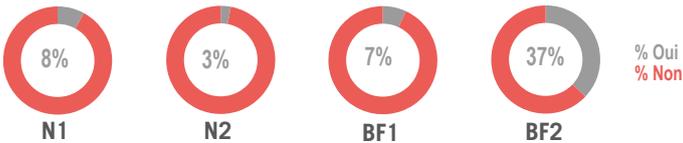
Selon les IC, l'accès au système éducatif pour la population en âge d'être scolarisée était difficile, particulièrement dans les zones burkinabè (BF2 (80%) et BF1 (79%)). Sur cet indicateur, les IC ont rapporté que les services d'éducation étaient inaccessibles pour la population de plus de 90% des localités évaluées dans les départements de Oudalan et Yagha (BF1) et Komandjari et Tapoa (BF2). Selon les IC les 2 principaux facteurs contribuant aux conditions précaires et instables pour l'accès éducatif de la population étaient: le départ des enseignants de la localité dans les zones BF1 (70%) et N1 (67%), et la fermeture des écoles suite à une décision gouvernementale due à l'insécurité dans les zones BF2 (33%) et N2 (29%). Face aux problèmes d'accès aux services éducatifs, selon les IC, la majorité de la population dans les zones frontalières du Burkina Faso et du Niger ne disposaient d'aucune stratégie d'adaptation pour pallier au manque de services éducatifs formels (enseignement du primaire aux études supérieures, franco-arabe etc.) dans 86% des localités évaluées.

## Protection

% de localités évaluées où la majorité de la population se sentait en sécurité au cours des 30 derniers jours :



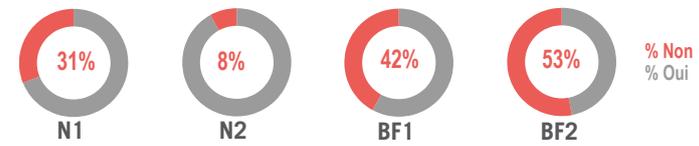
% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté des incidents durant lesquelles des civils ont été tués ou gravement blessés :



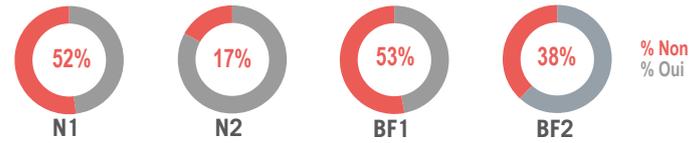
Selon les IC, le sentiment d'insécurité était largement répandu dans les zones BF1 (84%), N1 (82%), et BF2 (72%). Les départements voisins de Téra (90%,N1), Oudalan (86%,BF1) et Bankilaré (80%,N1) présentaient les pourcentages les plus élevés de localité où la majorité de la population ne se sentait pas en sécurité. Au cours du mois de mars, pour tous les départements des zones BF1 et BF2 et les départements de Téra et Bankilaré (N1), la principale inquiétude pour la majorité de la population était les actes de violences commises par les GANEs (plus de 80% des localités évaluées). Des incidents graves de protection (civils tués ou gravement blessés), au cours des 30 jours précédant la collecte, ont été également rapportés dans 37% des localités de la zone BF2, notamment dans les départements de Komandjari (45%) et Tapoa (41%). En effet, le contexte sécuritaire dans cette zone a été marqué par des attaques des GANEs au cours de mars 2022<sup>17</sup>. Dans les autres zones, le pourcentage des localités où les IC avaient rapporté des incidents menant à des civils blessés ne dépassait pas 8% (BF1 (8%), N1 (7%), N2 (3%)).

## Communication

% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté que la majorité de la population avait accès à de l'information sur l'aide humanitaire disponible:



% de localités évaluées dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de réseau téléphonique:



## Redevabilité

Principaux secteurs d'intervention mentionnés comme prioritaires pour la majorité de la population (% de localités évaluées par commune):

	N1	N2
1	SECAL <sup>18</sup> 82%	SECAL <sup>18</sup> 86%
2	Protection 48%	EHA <sup>19</sup> 52%
3	EHA <sup>19</sup> 48%	Santé 42%
	BF1	BF2
1	SECAL <sup>18</sup> 89%	SECAL <sup>18</sup> 80%
2	EHA <sup>19</sup> 70%	Protection 53%
3	Moyens d'existence 37%	Santé 38%

12. Pourcentage calculé sur le nombre total des localités dans lesquelles les IC ont rapporté la présence de PDI dans la localité au cours des 30 derniers jours.

13. La définition de «conditions de vie adéquates» est laissée à la discrétion des IC.

14. Abris distribué par des humanitaires.

15. Bâche.

16. Abris construits à partir de matériaux locaux pour pallier le manque d'abris.

17. International Crisis Group, Latest updates Burkina Faso, Mars 2022

18. Sécurité Alimentaire

19. Eau, Hygiène et Assainissement